

LÉGISLATIVES

# Les mesures de sécurisation du scrutin déployées, selon Gaïd Salah

**Tout en rassurant sur la sécurisation du scrutin, le vice-ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, Ahmed Gaïd Salah, a appelé les personnels militaires à voter.**

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir)** - Au poste de commandement du secteur opérationnel de In-Amenas, où il a supervisé une manœuvre aux tirs réels, le vice-ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, Ahmed Gaïd Salah, a rassuré sur le déploiement des mesures de sécurisation des élections législatives du 4 mai prochain. «Toutes les mesures sécuritaires ont été prises à même d'assurer le bon déroulement des élections législatives, prévues le 4 mai prochain. Nous avons veillé à adopter une approche de terrain avec précaution et anticipation, afin d'assurer la sécurité et la stabilité à tra-



Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'ANP.

vers l'ensemble du territoire national et tout au long de nos frontières nationales», a-t-il déclaré dans une allocution suivie par l'ensemble des unités de

la 4<sup>e</sup> Région militaire qui s'étend sur toute la région sud-est et dont le siège est à Ouargla. Cette première sortie de Gaïd Salah sur le terrain depuis le

début de la campagne électorale, il y a maintenant dix jours, était néanmoins l'occasion pour exhorter les personnels militaires à aller voter. Le chef d'état-major, qui a qualifié cette joute de vitale pour le pays, a rappelé que les militaires voteront en dehors des casernes. «Notre pays verra dans quelques jours un important scrutin qui consiste en les élections législatives et qui est un évènement national hautement vital pour notre pays et notre peuple (...) A ce titre, le devoir de citoyenneté exige des personnels de l'Armée nationale populaire d'accomplir leur devoir électoral hors des casernes, et ce, conformément aux lois de la République et suivant les mesures prises en coordination avec le ministère de l'Intérieur, ce qui permettra à l'ensemble de nos personnels militaires de voter en toute liberté et transparence et de participer aux côtés de leurs concitoyens dans l'accomplissement de cet important devoir national», a-t-il indiqué.

Dans ce contexte, il convient de rappeler que le vote des militaires a toujours été au cœur des polémiques sur l'assainissement du fichier électoral et le bourrage des urnes. Et si le nouvel arsenal juridique régissant les consultations électorales a interdit le vote à l'intérieur des casernes, il n'en demeure pas moins que les partis d'opposition continuent à voir d'un mauvais œil le vote des militaires dans les lieux d'affectation. En 2012, ils ont appelé en chœur à ce que les militaires votent par procuration dans leurs communes de résidence.

L. H.

**RASSEMBLEMENT  
DES ANCIENS DU  
FFS À TIZI-OUZOU**

**«Le sursaut politique  
et organique,  
en marche»**

Tranchant intégralement avec la frénésie suscitée par l'impressionnante foule ayant répondu à l'appel du MAK, à un autre bout de la ville de Tizi-Ouzou, pas très loin, se tenait un rassemblement, certes pas de la même ampleur, mais qui, là aussi, n'était pas dénué de symbolique ou de portée tellement les figures qui tenaient à être de la partie ont de quoi se prévaloir d'une légitimité, cette légitimité que leur déniaient les tenants actuels du pouvoir au FFS avec lesquels ils sont en froid depuis un certain temps déjà.

Des anciens du FFS, parmi lesquels Saïd Khellil, Saïd Boukhari et le militant de la toute première heure M'hamed Izouach ont, en effet, choisi la date symbolique de la commémoration du Printemps amazigh pour marquer leur présence en initiant un rassemblement suivi d'une cérémonie de recueillement, agrémentée du dépôt d'une gerbe de fleurs, à la mémoire des martyrs du FFS, au cimetière de M'douha. En tout, donc, une cinquante d'anciens du parti, dont certains de la toute première heure, étaient là pour répondre à un appel intitulé

«FFS – Le sursaut politique et organique en marche», lancé à partir d'Alger, une dizaine de jours plus tôt, pour cette manifestation toute symbolique.

De Tizi-Ouzou bien entendu, mais aussi de la capitale, de Skikda, de Chlef et de Aïn-Defla, des anciens du parti de Hocine Aït-Ahmed ont donc commémoré à leur manière le 37<sup>e</sup> anniversaire des événements d'avril 1980. Une date qui, comme ils l'ont consigné dans l'appel, a fait une «entrée avec fracas dans l'Histoire récente de l'Algérie, forgée par les sacrifices, le courage, la détermination des jeunes d'avril 1980 (...). Depuis les revendications du Printemps berbère, la population affirme et réaffirme son rejet de toutes les soumissions ou résignations. Elle dénonce l'autoritarisme ambiant et exige liberté, démocratie et le droit d'avoir des droits».

La cérémonie a été très sobrement accomplie, comme la voulaient ses initiateurs qui, sans le clamer cette fois, entretiennent toujours l'espoir de voir le FFS revenir à ses principes fondateurs, comme ils le clamaient dans un document rendu public il y a un peu plus d'un mois.

A. M.

AMARA BENYOUNÈS :

## «Les réformes qui doivent être engagées seront très dures s'il n'y a pas de justice sociale»

**Le président du MPA, Amara Benyounès, était dans la matinée de vendredi à Aïn Defla où il a animé un important meeting pour appuyer sa liste des candidats à la députation le 4 mai prochain, une liste avec à sa tête Djaâli El Hadj, président de la Chambre de l'agriculture bien connu du monde agricole qui le soutient pour son dévouement, connu aussi pour ses prises de positions pour la défense des intérêts des producteurs et des consommateurs.**

Dans son allocution dans la salle Ibn-Badis de Aïn Defla, face à une assistance très nombreuse, Amara Benyounès a commencé par dire que les réformes indispensables qui doivent être impérativement engagées pour juguler la crise économique actuelle ne manqueront pas d'avoir des retombées difficiles et même très difficiles et que ceux qui conseillent de boycotter les élections veulent entraîner le pays vers une autre dérive, une dérive telle celle dont nous avons connu l'amertume, les sacrifices et les pertes humaines et matérielles pendant toute une décennie. Pour Amara Benyounès, il n'y a pas d'autres solutions pour faire face à tous les dangers qui nous guettent que la démocratie, «tout un peuple derrière ses institutions, c'est la solution unique et cette solution sera le vote

et non pas la rue mais l'expression démocratique et pacifique pour assurer la stabilité du pays». Et d'ajouter que «celui qui soutient doit voter et celui qui s'oppose doit aussi voter.... Tout le monde sait ce que la rue nous a apporté, toute une décennie de feu et de sang».

A ce sujet, il évoque ce qu'on a appelé le «Printemps arabe» et dira à ce sujet : «Voyez ce que la rue a apporté à la Tunisie, à l'Égypte, au Yémen, à la Syrie, à la Libye voisine.»

Parlant de la Syrie, il dira : «Les États-Unis disent nous ne voulons plus ni de Daesh ni de Bachar El Assad, ... ils veulent seulement que ce pays tombe sous l'hégémonie sioniste» et d'ajouter : «Ils ont fait disparaître Saddam Hussein, cela n'a rien arrangé en Irak, au contraire ils l'ont plongé dans la spirale de la

destruction, tout comme avec la disparition de Kaddafi. Ceux qui prônent la rue comme moyen de revendication, c'est ce qu'ils veulent pour l'Algérie c'est-à-dire le chaos, la déstabilisation.»

Abordant l'aspect économique, Amara Benyounès se dit convaincu que c'est par la stabilité et le travail, en ne comptant plus que sur la rente pétrolière mais sur la production de richesses hors hydrocarbures, et par l'exportation que nous pourrions nous en sortir.»

A ce sujet, prenant l'exemple de Aïn Defla, il rappelle que ce n'est pas au ministère du Commerce de dicter les prix des produits ni même à celui de l'Agriculture dont le rôle est d'accompagner les producteurs dont la fonction est de produire et ne pas s'inscrire dans la commercialisation, c'est l'équation de l'offre et de la demande qui fixe les prix.

Cependant il fait remarquer que quand on a pris des décisions administratives et politiques de donner des autorisations d'importation à tort et à travers, on a porté atteinte à la production nationale, on a induit une flambée des prix alors que l'issue est dans la transformation agroalimentaire à l'industrialisation».

L'orateur trouve que «c'est une honte, voire une insulte pour nous de faire appel à des étrangers pour construire notre pays alors que nous nous croisons les bras et surtout les jeunes qui peuvent relever tous les défis, pour peu qu'on les responsabilise».

Il en vient à évoquer un commerce dont on parle peu, celui du vin et des liqueurs. A ce sujet, il dira : «Lors de mon passage au ministère du Commerce, je défie quiconque de trouver une seule de mes signatures sur de telles autorisations alors qu'avant moi quelque 900 autorisations ont été accordées et que 70% de ce commerce qui rapporte des milliards et qui nous coûte des milliards en devises se trouvent entre les mains du marché informel.»

Pour clore son allocution, Benyounès rend hommage à tous ceux qui, les armes à la main, ont combattu et vaincu le terrorisme, l'Algérie étant le seul pays au monde à être sorti vainqueur de cette guerre qui lui a été menée, et promet une fois présent à l'APN d'appuyer le projet d'un statut particulier pour les Patriotes.

Karim O.

CHANGEMENT À LA TÊTE D'ALGÉRIE TÉLÉCOM

## Tayeb Kebbal remplacé par Adel Khemam

**Une année après son installation à la tête d'Algérie Télécom (AT), 20 avril 2016-20 avril 2017, M. Tayeb Kebbal a été relevé de ses fonctions et remplacé par M. Adel Khemam. Comme son prédécesseur, M. Kebbal se trouvait à Annaba, lorsqu'il a reçu un appel d'urgence, l'invitant à prendre part à une réunion extraordinaire du conseil d'administration de l'entreprise.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Contre toute attente, un communiqué du ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication rendu public, jeudi dernier, dans l'après-midi, annonce des changements à la tête de la direction d'Algérie Télécom. Ainsi, il a été annoncé que «le conseil d'administration d'Algérie Télécom a confié ce jeudi l'intérim de l'entreprise à Adel Khemam, directeur général adjoint en charge du pôle technique, en remplacement du P-dg Tayeb Kebbal, qui part à la retraite».

Le communiqué du département de tutelle ajoute que c'est «Houda Imane Feraoun, qui a accédé à la demande du P-dg d'Algérie Télécom, Tayeb Kebbal, formulée depuis quelque temps, de faire valoir son droit de départ à la retraite». Et pour conforter cette «idée», la même source ajoute «qu'après 32 ans de service dans le secteur, dont 15 ans en qualité de haut cadre au niveau du ministère, M. Kebbal a couronné sa carrière à la tête de l'entreprise publique Algérie Télécom, et a réussi à y instaurer une structure organisationnelle plus moderne et à y insuffler une dynamique nouvelle dont elle avait grand besoin».

Or, des informations soutiennent tout à fait le contraire. Pour ces dernières, Tayeb Kebbal a été bel et bien relevé de ses fonctions, une heure après le début des travaux de la réunion extraordinaire du conseil d'administration de l'opérateur historique des télécommunications.

Lors de cette réunion, la mesure de «limogeage» ne s'est pas limitée à la seule personne du P-dg, puisqu'il a été décidé également la fin de fonction de M<sup>me</sup> Aïcha Zougar. Cette dernière nommée par M. Kebbal était à la tête d'une filiale (ATE) d'Algérie Télécom, en sa qualité de directrice générale et avait pour mission de gérer le câble

optique sous-marin (Orval), reliant l'Algérie à l'Europe (Oran à Valence-Alval/Alpal).

Ainsi, lors de cette même réunion, le conseil d'administration a décidé à l'unanimité de ses membres de désigner un ex-P-dg de l'entreprise, en la personne de M. M'hamed Debouz. Ce dernier, capitalisant plusieurs années d'expérience dans le domaine de la gestion d'entreprise, a été nommé en sa qualité de président du conseil d'administration d'AT. M. M'hamed Debouz, faut-il le rappeler, est un ancien officier supérieur de l'ANP à la retraite et avait occupé, durant deux années, de 2011 à 2013, le poste de président-directeur général d'Algérie Télécom.

La décision de la «mise à l'écart» de M. Tayeb Kebbal a été prise en haut lieu, après «consultation» du premier responsable du département de la poste et des technologies de l'information et de la communication, ajoute-t-on.

A ce propos, la mesure de «limogeage» serait étroitement liée au «partenariat» qui n'était pas «conforme à la réglementation en vigueur, conclu entre Algérie Télécom et le chinois Huawei, et ce, dans le cadre du programme FTTX, ainsi que le taux d'avancement du projet Orval, ajoute-t-on.

A. B.